

## 2. TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE BRUXELLES

### 26 MAI 2006

#### BANQUE ET CRÉDIT

##### Compte en banque – Unicité de compte

*La volonté de considérer les différents comptes qui existent entre les parties comme ne formant les subdivisions d'un compte unique, n'est pas infirmée par le fait que les parties ont (implicitement) convenu que les intérêts ne seront calculés sur la position globale de ce compte unique, mais (en l'attente de leur fusion matérielle) sur les soldes de ses subdivisions.*

#### CRÉDIT À LA CONSOMMATION

##### Définition et champ d'application – Solde débiteur auprès d'une société de bourse

*Ne peut être considéré comme un crédit régi par la loi relative au crédit à la consommation, le solde débiteur du compte espèces, ouvert par un client auprès de sa société de bourse, lorsqu'il résulte des faits de la cause que la société n'a jamais eu la volonté, même tacitement, de lui conférer un crédit et lorsque ce solde s'est maintenu à l'encontre de sa volonté.*

#### BANK- EN KREDIETWEZEN

##### Bankrekening – Eenheid van rekening

*De wil om de verscheidene tussen partijen bestaande rekeningen als onderdelen van een enkele rekening te zien, wordt niet afgezwakt door het feit dat de partijen (impliciet) hebben bedongen dat de interesten niet op de globale positie van die enige rekening-courant zullen worden berekend, maar (in afwachting van hun materiële samenvoeging) op de saldi van de onderdelen ervan.*

#### CONSUMENTENKREDIET

##### Definitie en toepassingsgebied – Debet bij een beursvennootschap

*Kan niet beschouwd worden als een aan de wet op het consumentenkrediet onderworpen krediet: het debetsaldo van een geldrekening die door een cliënt bij een beursvennootschap werd geopend, indien uit de omstandigheden van de zaak blijkt dat de beursvennootschap nooit de bedoeling heeft gehad om – zelfs stilzwijgend – een krediet aan de cliënt te verlenen en indien dit debetsaldo tegen haar wil is blijven bestaan.*

*Spiegel/SA Havaux*

*Siég: P. Collignon (président), J. Coumans et V. Dumont (juges)*

*Pl.: Mes F. de Patoul et J.-P. Buyle*

#### I. Objet de l'action originaire et de l'appel

L'action originaire mue par Monsieur Spiegel avait pour objet la condamnation de la SA Havaux à lui restituer sur son compte portefeuille, les valeurs mobilières qui s'y trouvaient inscrites le 9 mars 2000 et la condamnation de la SA Havaux à lui payer la somme de 5.080,05 euros à majorer des intérêts au taux de 10% depuis le 9 mars 2000 ainsi qu'une somme correspondant à la totalité des coupons relatifs aux valeurs se trouvant en portefeuille au 9 mars 2000 et venus à échéance entre le 9 mars 2000 et la date de la restitution des valeurs en compte.

La SA Havaux concluait au non-fondement de cette demande et formait une demande reconventionnelle aux fins d'obtenir la condamnation de Monsieur Spiegel à lui payer la somme de 3.957,85 euros, à majorer des intérêts moratoires au taux de 10% l'an à dater du 12 juillet 2002.

Le premier juge a déclaré la demande principale recevable mais non fondée et la demande reconventionnelle recevable et fondée.

Monsieur Spiegel interjette un appel tendant à entendre

déclarer sa demande originaire recevable et fondée, et en conséquence, entendre condamner la SA Havaux:

– à lui restituer, auprès de l'intermédiaire en opérations de bourse que ce dernier lui indiquera et dans les quinze jours de la communication de ce renseignement, les valeurs mobilières qui se trouvaient inscrites le 9 mars 2000 sur le dossier titre de Monsieur Spiegel chez la SA Havaux, soit:

- 15 actions ALCATEL
- 15 actions ALTRAN
- 290 actions LAURUS
- 120 actions AT HOME
- 75 actions UCB
- 60 actions LUCENT
- 70 actions QLOGIC
- 90 actions MCI WORLDCOM
- 70 actions ORACLE

ou au choix de Monsieur Spiegel, à payer à ce dernier la contre-valeur desdites valeurs calculées au cours de bourse moyen de la quinzième journée de cotation suivant le prononcé du jugement à intervenir;

La SA Havaux conclut à l'irrecevabilité et au non fondement de l'appel et demande la confirmation du jugement *a quo*.

À titre subsidiaire, si le tribunal devait estimer qu'il y a eu un crédit soumis à la loi du 12 juin 1991, elle sollicite que la demande de restitution des valeurs mobilières qui se trouvaient inscrites le 9 mars 2000 sur le dossier titres de Monsieur Spiegel chez la SA Havaux, ou leur contre-valeur, soit rejetée.

À titre subsidiaire encore, elle observe que le taux de 10% appliqué par Monsieur Spiegel ne peut être admis dans la mesure où l'article 88 de la loi du 12 juin 1991 impose le taux d'intérêt légal.

L'appel interjeté par Monsieur Spiegel est régulier en la forme.

## II. Les faits

Le 7 juillet 1998, Monsieur Spiegel signe une convention d'ouverture de compte avec la société de bourse Mignon Hanart Declerck.

Par convention du 28 avril 1999, la société de bourse Mignon Hanart Declerck cède ses activités à la SA Havaux. L'opération, faite sous le contrôle de la Commission bancaire et financière, fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* du 23 juillet 1999.

Le 9 mars 2000, le solde du compte espèces (euros et USD) ouvert par Monsieur Spiegel auprès de la SA Havaux est débiteur de 2.727,68 EUR.

Le 21 septembre 2000, Monsieur Spiegel transmet à la SA Havaux un ordre de vente de 400 titres FEP limité à 12 USD. L'opération est confirmée par bordereau du 25 septembre 2000, au cours de 11,81 USD, le compte de Monsieur Spiegel étant crédité de 4.625,15 USD.

Le 28 septembre 2000, Monsieur Spiegel achète 200 actions Lernout & Hauspie au cours de 13,7 USD, son compte étant débité d'un montant de 2.776,46 USD.

Le 12 octobre 2000, la SA Havaux adresse à Monsieur Spiegel un bordereau rectificatif annulant la vente des 400 titres FEP. Le compte titres de Monsieur Spiegel est crédité de 400 titres FEP et son compte espèce est débité de 5.517,17 EUR (correspondant à la contre-valeur de 4.625,15 USD).

Le 11 janvier 2001, la SA Havaux crédite le compte de Monsieur Spiegel de la somme de 110,59 USD correspondant à l' "annulation des intérêts débiteurs sur 4.600 USD comme promis au client".

Le 9 août 2001, elle adresse à Monsieur Spiegel un courrier lui signalant que "le compte référencé sous rubrique, dont vous êtes titulaire auprès de notre société, présente depuis plus d'un mois un solde débiteur en espèces qui s'élève à ce jour à 469.677 FB. Pouvons-nous vous inviter à procéder à

un versement du montant précité afin de régulariser la situation".

Le 16 octobre 2001, la SA Havaux adresse un rappel à Monsieur Spiegel.

Par courrier recommandé du 20 novembre 2001, elle l'invite à apurer sa dette et l'informe que "sans réaction de votre part, nous nous verrons contraints, en vertu de nos conditions générales, de procéder à la vente de vos actifs afin d'apurer le solde débiteur de votre compte".

Le 29 novembre 2001, Monsieur Spiegel saisit l'ombudsman de l'Association belge des Banques pour se plaindre de la faute commise par la SA Havaux à l'occasion de la vente des 400 titres FEP et de son annulation, et d'un manquement à son devoir d'information ou de conseil.

Le 2 mai 2002, le collège de médiation de l'Association belge des Banques déclare la plainte déposée par Monsieur Spiegel recevable mais non fondée.

Par courrier du 30 mai 2002, la SA Havaux demande à Monsieur Spiegel d'apurer le solde débiteur.

Le 5 juin 2002, Monsieur Spiegel annonce à la SA Havaux qu'il conteste l'avis de l'ombudsman. Il lui indique qu'il estime qu'elle lui a consenti un crédit, soumis aux dispositions de la loi du 12 juin 1991 et lui reproche trois fautes:

- une violation de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;
- un manquement aux devoirs d'information et de conseil à l'occasion du crédit consenti;
- une faute dans l'exécution de certains ordres de paiement.

Il considère dès lors que la SA Havaux ne peut postuler le remboursement du solde débiteur de son compte et demande que le dossier soit clôturé.

Le conseil de la SA Havaux conteste dans son courrier du 16 juillet 2002, les manquements relevés à charge de sa cliente, et conteste l'octroi à Monsieur Spiegel d'un crédit soumis à la loi du 12 juin 1991. Ce dernier est mis en demeure de rembourser dans les 10 jours, le solde débiteur de son compte s'élevant à la somme de 8.915 EUR, à majorer des intérêts de retard au taux de 10% l'an à dater du 12 juillet 2002.

Ces courriers sont suivis d'un échange de lettres officielles entre les conseils des parties, qui maintiennent leurs positions.

Le 10 octobre 2002, la SA Havaux procède à la vente des titres du portefeuille de Monsieur Spiegel.

La citation introductive d'instance formée par Monsieur Spiegel devant le juge de paix du canton d'Etterbeek est signifiée le 25 octobre 2002.

Le 22 janvier 2003, le conseil de Monsieur Spiegel écrit au conseil de la SA Havaux:

“Monsieur Spiegel s’est présenté à mon cabinet ce 10 janvier alors qu’il venait de recevoir un document intitulé ‘aperçu du portefeuille 6787373786-61, situation au 31 décembre 2002’.

Ce document daté du 31 décembre 2002 ne lui est parvenu que le 10 janvier.

À la lecture de ce document, Monsieur Spiegel a constaté qu’entre le 1<sup>er</sup> octobre 2002 et le 31 décembre 2002, la SA Havaux avait réalisé un ensemble de valeurs pour un montant ignoré à une date inconnue.

Ces réalisations ont été faites sans aucune instruction de Monsieur Spiegel. Le cours auquel ces valeurs ont été réalisées et le produit de réalisation sont inconnus à ce jour. Mon client me signale qu’il ne reçoit plus depuis plusieurs mois les extraits de son compte.

Je me vois dans l’obligation par la présente d’inviter et au besoin de mettre en demeure votre client de me communiquer l’ensemble des mouvements opérés sur le compte de Monsieur Spiegel depuis l’envoi du dernier extrait de compte.

Par ailleurs, Monsieur Spiegel formule les plus expresses réserves sur les mouvements qui ont été opérés sur son compte d’initiative et sans respecter les dispositions contractuelles alors que par ailleurs, les valeurs se trouvaient au plus bas de leur cours boursier.”

Le 6 février 2004, le juge de paix du canton d’Etterbeek déclare la demande de Monsieur Spiegel recevable mais non fondée et le condamne à payer à la SA Havaux la somme de 3.957,85 EUR, à majorer des intérêts au taux de 10% l’an à dater du 12 juillet 2002.

La somme de 4.958,14 EUR est cantonnée sur un compte ouvert au nom des conseils des parties auprès de la banque ING.

### III. Discussion

#### 1. Quant au solde débiteur et la clause d’unicité de compte

1.1. Monsieur Spiegel soutient que le solde de son compte en espèces était débiteur dès le 9 mars 2000. Il aurait été, pour la première fois, invité à ramener les comptes en positif le 9 août 2001. Il en déduit que la SA Havaux l’a autorisé, pendant 17 mois, à acheter des valeurs boursières alors qu’il ne disposait pas de la couverture nécessaire.

La SA Havaux conteste avoir autorisé Monsieur Spiegel à disposer de liquidités supérieures à ses actifs propres pendant 17 mois.

Elle prétend qu’en vertu de la clause d’unicité de compte prévue au contrat d’ouverture de compte, Monsieur Spiegel détenait sous son compte financier n° 02/7525/74, un portefeuille titres et deux comptes en espèces (en EUR et en

USD), qui ne sont devenus débiteurs, globalement, qu’en juillet 2002.

1.2. Il est loisible aux parties de convenir que les différents comptes qui existent entre elles ne forment que les subdivisions d’un compte unique, avec pour conséquence que seule la position globale du client sera prise en considération, notamment pour le calcul des intérêts créditeurs ou débiteurs (GAVALDA et STOUFFLET, *Droit bancaire*, Litec, 5<sup>e</sup> éd., n<sup>os</sup> 353 à 355).

1.3. L’article 1 du contrat d’ouverture de compte précise que:

“Le titulaire convient, avec la Société de Bourse qui accepte, d’ouvrir dans les livres de cette dernière, sous le n° 02/7525/74 et la dénomination ‘idem’ un compte financier où seront portés les débits et les crédits en espèces, tant en devises étrangères qu’en francs belges, au comptant ou à terme, résultant de toutes les opérations que la Société de Bourse exécutera pour le compte du titulaire sous lesdites références.”

L’article 2 prévoit que:

“Sous les mêmes numéro et dénomination est ouvert, pour l’enregistrement des transactions sur titres, un dossier sous lequel seront déposés ou prélevés, suivant le cas, les titres et autres valeurs faisant l’objet des acquisitions, cessions, dépôts ou retraits effectués pour le compte du titulaire.”

L’article 3 indique:

“En fonction du solde du compte, la Société de Bourse peut, à son choix et à tout moment, différer l’exécution de nouvelles transactions données par le titulaire si elle estime que ces transactions sont de nature à compromettre la solvabilité du compte. Au cas où le compte susdit présente un solde débiteur, la Société de Bourse peut appliquer des intérêts débiteurs, aux conditions du marché.

Les divers comptes éventuellement détenus par le client forment les éléments d’un compte unique. Après avis, la Société de Bourse peut effectuer des transferts d’un compte présentant un solde créditeur à un compte présentant un solde débiteur.

Ne sont pas englobés dans le compte unique visé ci-dessus, les comptes qui doivent conserver une individualité propre en vertu de dispositions légales ou d’un accord spécial entre la Société de Bourse et le titulaire.”

Il ressort de ces articles que les parties sont convenues d’une clause d’unicité de tous les comptes (espèces et titres) qui existeront entre elles.

En effet, après avoir précisé en son article 1, que sous le numéro 02/7525/74 sera ouvert un compte financier et en son article 2, que sous ce même numéro est ouvert un dossier titres, la convention précise en son article 3, que les divers comptes détenus par le client forment les éléments d’un compte unique, et définit les comptes qui ne sont pas englo-

bés dans ce compte, sans y distinguer le compte titres des comptes espèces.

Les parties sont par ailleurs convenues d'une clause de compensation entre les comptes, la société de bourse pouvant effectuer des transferts d'un compte présentant un solde créditeur à un compte présentant un solde débiteur. De même, en vertu de l'article 4 de la convention, le titulaire déclare affecter en garantie de ses créances dans le compte espèces, les valeurs mobilières qui sont ou seront déposées sur son compte titres, de sorte que les comptes espèces et titres sont liés.

Enfin, conformément à l'article 6 de la convention, "dans l'hypothèse où les avoirs susmentionnés sont insuffisants pour couvrir la position du titulaire et/ou au cas où le client n'a pas remis ou complété la couverture nécessaire dans un délai déterminé par la Société de bourse", celle-ci peut procéder à la liquidation du portefeuille titres du titulaire.

Il résulte de la combinaison de ces différentes clauses que la volonté des parties n'est pas d'assurer à leurs différents comptes, une individualité propre et un fonctionnement indépendant l'un de l'autre.

Aucun élément de fait ne vient infirmer cette volonté d'unité entre tous les comptes existants entre parties.

Monsieur Spiegel est donc titulaire d'un compte n° 02/7525/74 composé de deux comptes en espèces et d'un compte titres, dont la position globale doit être prise en considération.

La position globale de Monsieur Spiegel étant restée positive jusqu'au mois de juillet 2002, la SA Havaux ne l'a dès lors pas autorisé, pendant 17 mois, à acheter des valeurs boursières alors qu'il ne disposait pas de la couverture nécessaire.

Monsieur Spiegel indique que si son portefeuille devait être apprécié globalement, aucun intérêt débiteur n'aurait pu être calculé tant que sa position restait positive.

L'article 3 de convention prévoit que la Société de Bourse peut effectuer des transferts d'un compte présentant un solde créditeur à un compte présentant un solde débiteur et dans la mesure où elle n'exerce pas cette possibilité, l'alinéa 1 de ce même article prévoit qu'elle peut, au cas où un compte présente un solde débiteur, appliquer des intérêts débiteurs aux conditions du marché.

## 2. Quant à l'existence d'un contrat de crédit régi par la loi du 12 juin 1991

2.1. Les parties ont conclu, en date du 7 juillet 1998, une convention d'ouverture de compte qui prévoit l'ouverture d'un compte financier sur lequel seront portés les débits et crédits des opérations boursières exécutées pour le compte du titulaire (soit l'achat et la vente des titres déposés ou prélevés du compte titres).

Monsieur Spiegel soutient que la SA Havaux lui a consenti un crédit en lui permettant, pendant plus de 17 mois, d'investir dans des valeurs boursières alors que son compte espèces présentait un solde débiteur et qu'il ne disposait pas des avoirs suffisants pour faire face à ces opérations.

Ce crédit rentre, selon lui, dans le champ d'application de la loi du 12 juin 1991 sur le crédit à la consommation, dont le prescrit n'a pas été respecté en l'espèce par la SA Havaux.

La SA Havaux soutient qu'elle a toléré que les comptes espèces en EUR et USD soient débiteurs compte tenu de la position globale positive du compte espèces et titres. Elle n'a, à son estime, consenti aucun crédit au sens de la loi du 12 juin 1991 et prétend qu'elle s'est opposée à la situation débitrice de son client ainsi qu'à son maintien.

2.2. Un solde débiteur peut résulter de simples tolérances d'un organisme financier, sans conférer à son bénéficiaire un droit contractuel à leur maintien ou à leur renouvellement.

Les découverts tolérés par un prêteur seront soumis à la loi du 12 juin 1991 (sauf à rentrer dans l'une des exceptions prévues à l'art. 3 de cette même loi), lorsque l'accord du banquier n'est pas contesté (F. DOMONT-NAERT, *Le crédit à la consommation*, CUP, 2005, p. 123).

C'est donc de l'existence ou non de la volonté tacite du banquier d'octroyer un crédit qui dépend l'application de la loi du 12 juin 1991. "C'est finalement au juge qu'il appartient de décider a posteriori si une facilité de caisse constitue ou non un crédit tacite et si les nombreuses obligations imposées au prêteur par la loi relative au crédit à la consommation auraient dû ou non être respectées." (BIQUET-MATHIEU, "Les facilités de caisse octroyées aux consommateurs titulaires d'un compte à vue et la loi relative au crédit à la consommation", *Act. dr.* 1993, p. 141).

2.3. Les éléments de fait relevés en l'espèce sont les suivants:

Le compte espèces détenu par Monsieur Spiegel est devenu débiteur au mois de mars 2000.

La SA Havaux lui adresse un avis d'intérêts débiteurs, trimestriellement à partir de mars 2000 et mensuellement à dater d'avril 2001.

Elle déclare avoir procédé, dès avril 2001, au blocage informatique et à la possibilité technique de procéder à des achats pour Monsieur Spiegel, en raison de la diminution constante de la valeur de son portefeuille et en l'absence d'apurement du solde débiteur de son compte espèces.

Les parties semblent avoir tenté de trouver une solution concernant l'apurement du solde débiteur, la SA Havaux restituant en juillet 2001, 553,61 EUR d'intérêts débiteurs pour 2001 suite à la vente par Monsieur Spiegel de quelques valeurs mobilières (*cf.* avis de l'Association belge des Banques du 2 mai 2002).

La SA Havaux demande à Monsieur Spiegel, par courrier du 9 août 2001, d'apurer le solde débiteur du compte espèces.

Le 20 novembre 2001, elle lui signale que sans réaction de sa part dans les 10 jours, elle fera application de l'article 6 de la convention et procédera à la liquidation de son portefeuille titres.

Il résulte de ce qui précède que la SA Havaux n'a jamais eu la volonté, même tacitement, de mettre des sommes à disposition de Monsieur Havaux et de lui conférer un crédit.

Dès que le solde du compte espèces est devenu débiteur, la SA Havaux lui a adressé un avis d'intérêts débiteurs et a par la suite tenté d'y faire obstacle par un blocage informatique et l'envoi de lettres de rappel.

Le solde débiteur du compte espèces s'est donc maintenu à l'encontre de la volonté de la SA Havaux et ne peut être considéré comme un crédit régi par la loi relative au crédit à la consommation.

### 3. Quant au respect du devoir de conseil

Monsieur Spiegel fait grief à la SA Havaux d'avoir manqué, en sa qualité de dispensateur de crédit, à son devoir d'information et à son devoir de conseil, qui lui incombaient en vertu de la loi du 12 juin 1991.

La SA Havaux n'ayant octroyé aucun crédit à Monsieur Spiegel au sens de la loi du 12 juin 1991, il ne peut lui être reproché de ne pas s'être conformé aux règles prévues par cette loi, notamment en matière de devoir de conseil et d'information.

La SA Havaux s'est conformée aux ordres donnés par son client, qui n'a par ailleurs jamais contesté les relevés trimestriels et autres bordereaux d'opérations qui lui étaient transmis.

En outre, comme le relève le collège de médiation de l'Association belge des Banques, la SA Havaux, dans sa revue des marchés de mars 2000, attirait l'attention des investisseurs sur les risques inhérents au secteur de la technologie et des télécoms. Monsieur Spiegel, "qui place son argent depuis ses 18 ans", a choisi, à ses risques et périls, de suivre une voie différente.

Aucun manquement à son devoir d'information et de conseil ne peut lui être reproché.

### 4. Quant à la réalisation du portefeuille de Monsieur Spiegel

4.1. Monsieur Spiegel reproche à la SA Havaux d'avoir commis une faute en procédant, en date du 10 octobre 2002, d'autorité et sans avertissement préalable, à la réalisation de la totalité de son portefeuille. Il soutient que la SA Havaux ne pouvait réaliser ce portefeuille sur la base de l'A.R. du

9 juin 1995, dépourvu de tout fondement légal selon un avis rendu à une date non précisée par le Conseil d'État.

4.2. L'article 6 du contrat d'ouverture de crédit porte notamment que: "Dans l'hypothèse où les avoirs susmentionnés sont insuffisants pour couvrir la position du titulaire et/ou au cas où le client n'a pas remis ou complété la couverture nécessaire dans un délai déterminé par la Société de Bourse, celle-ci peut procéder à la liquidation, en tout ou en partie, des engagements, ceci aux frais et risque du titulaire."

La SA Havaux était fondée, conformément au prescrit de cet article, à procéder à la réalisation des avoirs de Monsieur Spiegel, celui-ci n'ayant pas remis ou complété la couverture nécessaire dans le délai prévu.

Monsieur Spiegel ne peut en outre reprocher à la SA Havaux d'avoir procédé à cette liquidation d'autorité, dès lors qu'il a été informé par courrier recommandé du 20 novembre 2001 des intentions de la SA Havaux, qui lui précisait que "*sans réaction de votre part, nous nous verrons contraints, en vertu de nos conditions générales, de procéder à la vente de vos actifs afin d'apurer le solde débiteur de votre compte*".

La SA Havaux indique qu'elle s'est abstenue de réaliser le portefeuille de Monsieur Spiegel à cette date, compte tenu de la plainte déposée par ce dernier, le 29 novembre 2001, auprès de l'Association belge des Banques. Néanmoins, elle lui a adressé, dès réception de l'avis de la commission, une nouvelle demande d'apurement de son débit. Monsieur Spiegel ne pouvait donc ignorer que la SA Havaux n'avait pas renoncé à procéder à la liquidation de son portefeuille à défaut de couverture suffisante.

En outre, la procédure simplifiée de réalisation du privilège est prévue par l'article 31 § 4 de la loi du 2 août 2002, ce qui rend l'avis du Conseil d'État inopportun.

La SA Havaux n'a donc commis aucune faute dans la réalisation des valeurs mobilières du portefeuille de Monsieur Spiegel.

4.3. À titre subsidiaire, Monsieur Spiegel soutient que la SA Havaux a commis une faute quant au choix du moment de la vente, les valeurs mobilières ayant été réalisées "aux pires conditions du marché". Il sollicite la condamnation de la SA Havaux à lui restituer la contre-valeur des titres réalisés, calculée au cours moyen de la quinzième journée suivant le prononcé du jugement à intervenir sous déduction du produit des ventes déjà réalisées.

Il y a lieu de relever que Monsieur Spiegel, malgré les demandes de la SA Havaux, n'a pas complété sa couverture par des liquidités, ce qui a conduit la SA Havaux à procéder à la réalisation de son portefeuille.

Pour déterminer que la vente est intervenue à un moment où les valeurs boursières étaient au plus bas, Monsieur Spiegel se base sur le cours au 15 juillet 2003, sans fournir d'explication sur la date de référence qu'il a retenue.

L'article 6 de la convention d'ouverture de compte précise que la liquidation, en tout ou en partie des engagements, se fait "aux frais et risque du titulaire".

La SA Havaux n'a dès lors commis aucune faute en réalisant la vente du portefeuille en date du 10 octobre 2002.

### 5. Quant à la demande reconventionnelle

La SA Havaux réclame le paiement par Monsieur Spiegel du solde débiteur de son compte espèces, soit la somme de 3.957,85 EUR, à majorer des intérêts moratoires au taux de 10% l'an à dater du 12 juillet 2002.

Eu égard aux motifs développés précédemment, Monsieur Spiegel est redevable de ce montant.

### 6. Quant à la compétence du premier juge

Les parties n'étant pas liées par un crédit régi par la loi du 12 juin 1991, le premier juge s'est à tort déclaré compétent pour connaître de la demande qui ne relevait pas de sa compétence spéciale telle qu'elle est définie à l'article 591, 21° du Code judiciaire, mais relevait de la compétence générale du tribunal de première instance visée à l'article 568 du même code.

Par conséquent, il y a lieu d'infirmer le jugement en ce que le premier juge s'est déclaré compétent et, par application de l'article 1070 du code, de statuer à charge d'appel, par voie de disposition nouvelle.

Par ces motifs,

Le tribunal,

Déclare l'appel principal recevable;

Dit que le juge de paix était incompétent pour connaître de la cause;

En conséquence;

Met à néant le jugement entrepris et, statuant par voie de disposition nouvelle et à charge d'appel,

Déclare la demande principale recevable mais non fondée;

Déclare la demande reconventionnelle recevable et fondée;

Condamne Monsieur Spiegel à payer à la SA Havaux la somme de 3.957,85 EUR, à majorer des intérêts moratoires au taux de 10% l'an à dater du 12 juillet 2002;

## Noot

1. Het hier geannoteerde vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel verdient onze aandacht om twee redenen. Vooreerst beslist de rechtbank dat een beursvennootschap die een cliënt gedurende 17 maanden niet aanmaant tot aanzuivering van een onregelmatige debetstand in zichtrekening (ontstaan t.g.v. beursaankopen), geen krediet verstrekt dat is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet. Daarnaast bevat het vonnis nog een aantal interessante – doch o.i. bekritiseerbare – overwegingen in verband met het beding van eenheid van rekening dat de beursvennootschap in haar contractvoorwaarden had opgenomen.

2. De vraag of het louter tolereren van een onregelmatige debetstand in de zichtrekening van een consument kan gekwalificeerd worden als een kredietovereenkomst of een kredietopening in de zin van de Wet op het Consumentenkrediet<sup>34</sup>, heeft in het verleden reeds veel inkt doen vloeien.

De vraag is m.n. van belang voor de bepaling van de bevoegde rechter – vrederechter of rechtbank van eerste aanleg – en voor de eventuele toepassing van de talrijke beschermende bepalingen waarin deze wet voorziet m.b.t.

het voorbereiden, sluiten, uitvoeren en beëindigen van het betreffende krediet<sup>35</sup>.

De wetgever heeft zelf een zekere soepelheid ten aanzien van dergelijke informele kasfaciliteiten getoond: artikel 3 § 1, 4° van de wet bepaalt dat de wet niet van toepassing is op kredietopeningen die terugbetaalbaar zijn binnen een termijn van ten hoogste drie maanden en die betrekking hebben op bedragen lager dan 1.250 EUR. Of kasfaciliteiten die minstens een van beide criteria overschrijden, automatisch aan de wet onderworpen zijn, blijft niettemin omstrede. Een aantal auteurs beantwoorden die vraag nagenoeg volkomen bevestigend<sup>36</sup>. Zij zijn aldus van oordeel dat een onregelmatige debetstand op een zichtrekening die meer dan 1.250 EUR bedraagt (quasi-)automatisch onderworpen is aan de bepalingen van de wet, nl. hetzij als kredietovereenkomst, hetzij als kredietopening. Hierop zou maar een echte uitzondering bestaan, nl. indien de cliënt erin slaagt om de overschrijding van de limiet van 1.250 EUR aan de bank op te dringen (bv. wanneer de cliënt erin slaagt om via de geldautomaten meer gelden af te halen dan door de bank wordt toegelaten en hij op die manier een debetstand van meer dan 1.250 EUR weet te creëren). Maar zelfs in dat geval is na te

<sup>34</sup>. De definities van deze begrippen zijn te vinden in art. 1, 4° en 1, 12° van de wet.

<sup>35</sup>. Voor een overzicht, zie: P. LETTANY, *Het consumentenkrediet. De wet van 12 juni 1991*, Antwerpen, Kluwer, 1993, 288-290, nr. 333.

<sup>36</sup>. M. DAMBRE, "De bescherming van de consument in de kredietsector", in Y. MERCHERS (ed.), *Consumentenrecht*, Brugge, die Keure, 1998, 137, nr. 13; D. BLOMMAERT en F. NICHELS, "Enkele knelpunten in het consumentenkrediet", in *Handels-, economisch en financieel recht*, X, Mys & Breesch, 1995, 375, nr. 7.

gaan of de bankier achteraf toch niet uitdrukkelijk of stilzwijgend (door zijn stilzitten bv.) akkoord is gegaan met het aldus aan hem opgedrongen krediet.

Andere auteurs leggen de nadruk op het feit dat er van een kredietovereenkomst slechts sprake kan zijn wanneer de bankier minstens stilzwijgend heeft ingestemd met het sluiten van een kredietovereenkomst. Uit het tijdelijk en occasioneel dulden van een – al dan niet opgedrongen – onregelmatige debetstand hoger dan 1.250 EUR, kan volgens deze auteurs nog niet worden afgeleid dat de bankier met het sluiten van een heuse kredietovereenkomst akkoord zou zijn gegaan en dat de cliënt een “recht op krediet” heeft verworven<sup>37</sup>. Slechts wanneer de bank de cliënt dergelijke kasfaciliteiten herhaaldelijk toekent of lange tijd niet optreedt tegen de hieruit voortvloeiende debetstanden, kan besloten worden dat de Wet op het Consumentenkrediet toepasselijk is.

3. In het geannoteerde vonnis – waarin een kasfaciliteit van meer dan 1.250 EUR centraal stond – lijkt de rechtbank van eerste aanleg te Brussel die laatste benadering te volgen. Volgens de rechtbank heeft de beursvennootschap nooit de bedoeling gehad om de cliënt gelden ter beschikking te stellen en hem een krediet te verlenen. De rechtbank hervormt om die reden de bestreden beslissing van de vrederechter die de bepalingen van de Wet op het Consumentenkrediet wel van toepassing achtte en die zich om die reden bevoegd had verklaard.

Zonder hier op de hoger vermelde controverse te willen ingaan, stellen wij ons de vraag of de rechtbank hier niet al te tolerant is geweest. De beursvennootschap blijkt in casu wel bijzonder lang – 17 maanden – te hebben gewacht alvorens de cliënt tot aanzuivering van het debetsaldo aan te manen. Een bijkomende bezwarende omstandigheid is dat de beursvennootschap ook bijzonder laat – pas na 1 jaar – overgegaan is tot het nemen van bijkomende maatregelen, zoals de blokkering van de mogelijkheid voor de cliënt om via het informaticasysteem beursaankopen te initiëren. Van tijdelijke en occasionele kasfaciliteiten lijkt dan nog moeilijk sprake te kunnen zijn. Anders dan de rechtbank, menen wij dat uit de omstandigheid dat de beursvennootschap de cliënt periodieke interestafrekeningen toezond, op zich niet

kan worden afgeleid dat de beursvennootschap zich tegen het krediet verzette.

4. M.b.t. de grond van de zaak oordeelt de rechtbank dat de cliënt de beursvennootschap niet kan verwijten hem gedurende 17 maanden *zonder dekking* te hebben toegelaten effecten te hebben aangekocht. De rechtbank beslist dat dergelijke dekking wel voorhanden was<sup>38</sup>, vermits de beursvennootschap in de overeenkomst tot opening van de rekening een beding van eenheid van rekening had opgenomen. Dat beding noopt de rechtbank ertoe om de positie van de cliënt – saldo van de zichtrekening en van de effectenrekening – globaal te bekijken. De globale positie was al die tijd positief gebleven.

Het beding van eenheid van rekening houdt een vaststellingsovereenkomst in: via dat beding stellen de partijen vast dat de verschillende rekeningen die tussen hen tot stand zijn gekomen, slechts boekhoudkundige (en geen juridische) onderverdelingen van een enkele rekening(-courant) vormen en dat de saldi ervan samen slechts een enkele schuld of schuldvordering vormen<sup>39</sup>.

Aan de uitwerking van dergelijk beding wordt een belangrijke voorwaarde gesteld: dat de tussen de respectieve rekeningen bedongen eenheid ook in werkelijkheid bestaat, d.i. noch door de gedragingen van de partijen, noch door enig ander beding wordt tegengesproken<sup>40</sup>.

5. Het compensatiebeding moet van het beding van eenheid van rekening worden onderscheiden. Dit beding – soms fusiebeding genaamd – machtigt de bankier om de saldi van de rekeningen die de bank en de cliënt juridisch als afgescheiden rekeningen beschouwen, met elkaar te compenseren.

In het geannoteerde vonnis overweegt de rechtbank dat de partijen zowel een beding van eenheid van rekening als een compensatiebeding zouden zijn overeengekomen (het compensatiebeding zou dan luiden: “*après avis, la Société de Bourse peut effectuer des transferts d’un compte présentant un solde créditeur à un compte présentant un solde débiteur*”<sup>41</sup>). Die overweging is o.i. voor kritiek vatbaar want is

<sup>37</sup>. P. LETTANY, *l.c.*, 288, nr. 332; C. BIQUET-MATHIEU, “Les facilités de caisse octroyées aux consommateurs titulaires d’un compte à vue et la loi relative au crédit à la consommation”, *Act. dr.* 1993, 139, nr. 6; F. DOMONT-NAERT, “Les ouvertures de crédit”, in *Le crédit à la consommation*, Formation permanente CUP, Brussel, Larcier, 2004, 148.

<sup>38</sup>. De rechtbank beslechte dus niet de vraag of het niet opvragen van een dekking op zich (d.w.z. los van enige inbreuk op de informatieverplichting van de bankier) foutief kan zijn. Dieux en Stempnierwsky beantwoorden die vraag – weliswaar toegespitst op beursorders m.b.t. afgeleide producten – terecht negatief (behoudens in die gevallen waar er een wettelijke verplichting tot dekking bestaat); zie X. DIEUX en Y. STEMPNIERWSKY, “La responsabilité civile des intermédiaires en matière de produits dérivés”, in *Afgeleide producten, Cahiers AEDBF-EVBFR – Belgium*, Brussel, Bruylant, 1999, 48.

<sup>39</sup>. J.-M. NELISSEN-GRADE, *De rekening-courant*, Antwerpen, Kluwer, 1976, 377, nr. 168.

<sup>40</sup>. Zie o.a.: Brussel 3 februari 1986, *T.B.H.* 1988, 706 met goedkeurende noot M. GRÉGOIRE; Brussel 16 maart 1989, *J.T.* 1990, 290, met goedkeurende noot J.-P. BUYLE en O. POELMANS; MAHAUX, “La compensation”, *Travaux préparatoires au colloque des sûretés*, Feduci, P.U.B., 1983, E.30, nr. 108 (de grondslag van die regel zou te vinden zijn in de verplichting voor de rechter om zelf de rechtshandeling te (her)kwalificeren).

<sup>41</sup>. De vraag stelt zich natuurlijk of het echt om een compensatiebeding ging (de rechter dient de werkelijke bedoeling van de partijen te achterhalen veel eerder dan zich aan de letterlijke bewoordingen ervan te houden). Vaak luidt het beding dat de bank gerechtigd is om na kennisgeving bedragen te transfereren van het ene onderdeel van de rekening naar het andere onderdeel ervan. Dan verwerpt men de kwalificatie compensatiebeding en aanziet men het eerder als een deel van het beding van eenheid van rekening (zie: Brussel 3 februari 1986, *T.B.H.* 1988, 707).

tegenstrijdig<sup>42</sup>: door een compensatiebeding te stipuleren geven de partijen immers te kennen dat de verschillende rekeningen in werkelijkheid juridisch onafhankelijk van elkaar zijn. Uit de aanwezigheid van een compensatiebeding kan in de regel dan ook worden afgeleid dat de bedongen eenheid van rekening in werkelijkheid niet bestaat<sup>43</sup>. Anders is het natuurlijk wanneer het compensatiebeding, – wat doorgaans het geval is – in ondergeschikte orde wordt bedongen, nl. voor het geval dat de eenheid van rekening niet zou kunnen spelen.

6. De rechtbank komt ook tot het besluit dat de bedongen eenheid van rekening niet enkel gold voor de diverse geldrekeningen die de cliënt bij de beursvennootschap aanhield, maar ook voor diens effectenrekening. Men kan zich de vraag stellen of ook dat besluit gewettigd was.

In de rechtsleer en rechtspraak leest men dat eenheid van rekening niet wordt vermoed<sup>44</sup> en dat bedingen van eenheid van rekening restrictief moeten worden geïnterpreteerd<sup>45</sup>. Valt uit de tekst van de in het vonnis geciteerde clausule van eenheid van rekening (art. 3) met zekerheid af te leiden dat de partijen ook de bedoeling hadden om ook de effectenrekening als onderdeel van deze ene rekening te beschouwen? In een gelijkaardige casus oordeelde het hof van beroep van Brussel van niet<sup>46</sup>. Bij gebreke van een duidelijke indicatie in tegengestelde zin, had de rechtbank er misschien beter aan gedaan om de eenheid van rekening te beperken tot de geldrekeningen<sup>47</sup>.

7. Ter ondersteuning van de eenheid van rekening tussen de effectenrekening en de geldrekeningen wijst de rechtbank ook op een artikel uit de rekeningovereenkomst dat bepaalt dat de effecten in de effectenrekening tot zekerheid van de terugbetaling van de schulden in de geldrekening worden bestemd.

Het komt ons voor dat men zich hier opnieuw eerder op een argument contra “eenheid van rekening” steunt: het feit dat de cliënt het tegoed op zijn effectenrekening in zekerheid heeft gegeven voor de schulden in zijn geldrekeningen, zou eerder een element kunnen zijn dat erop wijst dat de (vermeende) eenheid van rekening tussen beide (soorten) reke-

ningen in werkelijkheid niet bestaat (beide rekeningen hebben dan immers een juridische zelfstandigheid).

Anderzijds moet men het onderzoek naar het werkelijke karakter van de bedongen eenheid natuurlijk ook niet te ver drijven: de omstandigheid dat de rekeningen aan onderscheiden voorwaarden inzake interesten zijn onderworpen, sluit eenheid van rekening niet uit, zo wordt geleerd<sup>48</sup>. De rechtbank lijkt die stelling hier impliciet te zijn bijgetreden. Ofschoon de cliënt had opgeworpen dat de beursvennootschap bij de berekening van de (debet)interesten slechts was uitgegaan van het saldo van zijn geldrekening en niet van de globale (positieve) positie van zijn rekeningen, besluit de rechtbank dat er geen enkel element voorhanden is dat de wil van de partijen om een eenheid tussen de rekeningen tot stand te brengen, afzwakt.

8. Een vraag die in de praktijk zelden wordt gesteld, is of eenheid van rekening überhaupt kan bestaan tussen een geldrekening en een effectenrekening. Men weet dat eenheid van rekening niet kan bestaan wanneer de eigen aard van een van de betrokken rekeningen zich daartegen verzet (rubriekrekening van een notaris, termijnrekening,...)<sup>49</sup>.

Het feit dat conversie van rekeningtegoeden nodig is om het saldo van de enige rekening-courant vast te stellen, sluit eenheid van rekening volgens een meerderheidspositie in de rechtsleer<sup>50</sup> dan weer niet uit: precies om die reden kan eenheid van rekening bestaan tussen rekeningen die uitgedrukt zijn in verschillende deviezen. Voor beursgenoteerde effecten bestaat een officiële koers, zodat het ook voor die effecten mogelijk is om conventioneel conversie te voorzien (cf. art. 1291 B.W.).

Dhr. Winandy en Mevr. Lafontaine verdedigen in een recente bijdrage niettemin – o.i. terecht – de stelling “qu’il ne peut, par nature, y avoir unicité de compte entre des comptes espèces et des comptes titres. Le régime juridique des comptes titres (voyez l’arrêté royal n° 62...), le but de ces comptes, empêchent en effet de les considérer comme ne faisant qu’un seul et même compte avec un compte espèce”<sup>51</sup>. Zij voegen er terecht aan toe dat het gebrek aan eenheid, de toepassing van (conventionele) compensatie niet uitsluit.

<sup>42</sup> In die zin: Brussel 3 februari 1986, *T.B.H.* 1988, 707.

<sup>43</sup> J.-M. NELISSEN-GRADE, *l.c.*, 377, nrs. 168 en 382, nr. 169.

<sup>44</sup> J.-M. NELISSEN-GRADE, *l.c.*, 368, nr. 166; J. VAN RYN en J. HEENEN, *Principes de droit commercial*, Brussel, Larcier, T. IV, 1988, 401, nr. 524; zie ook: Rb. Brussel (beslagnr.) 20 november 1997, *T.B.H.* 1998, 798, met noot J.-P. BUYLE en M. DELIERNEUX.

<sup>45</sup> Brussel 18 oktober 1999, *DAOR* 2000, 147; J.-P. BUYLE en O. POELMANS (noot onder Brussel 16 maart 1989), *J.T.* 1990, 292, nr. 5; C. GAVALDA en J. STOUFFLET, *Droit bancaire*, Parijs, Litec, 5<sup>de</sup> uitg., 240.

<sup>46</sup> Brussel 15 juni 2001, *J.L.M.B.* 2002, 838.

<sup>47</sup> Daarbij komt nog dat het door de rechtbank onderzochte beding van eenheid van rekening slechts slaat op “*les divers comptes éventuellement détenus par le client*”. Wanneer men ervan uitgaat dat elke cliënt noodzakelijkerwijze een geldrekening én een effectenrekening moet hebben (m.a.w. meer dan een rekening), dan kunnen de in het beding geïnterpreteerde rekeningen enkel maar geldrekeningen zijn.

<sup>48</sup> J. VAN RYN en J. HEENEN, *l.c.*, 402, nr. 524.

<sup>49</sup> J. VAN RYN en J. HEENEN, *l.c.*, 402, nr. 524.

<sup>50</sup> Eerder kritisch: J.-M. NELISSEN-GRADE, *l.c.*, 381, nr. 168.

<sup>51</sup> Ch.-G. WINANDY en M. LAFONTAINE, “Les conditions générales bancaires. Le fonctionnement du compte”, in M. TISON en J.-P. BUYLE (reds.), *Algemene Bankvoorwaarden, Cahiers AEDBF-EVBFR – Belgium*, Brussel, Bruylant, 2005, 223, nr. 30. Hun redenering i.v.m. de boeking van fungibele effecten in rekening-courant, gaat ongetwijfeld ook op voor de boeking van gedematerialiseerde effecten in dergelijke rekeningen.



9. In de zaak die tot het hier geannoteerde vonnis leidde, stond niet ter discussie of de in de rekeningovereenkomst vervatte bedingen de geldigheidstoets van het consumentenrecht doorstaan. Recent kwam die problematiek in de actualiteit naar aanleiding van de ophefmakende uitspraak van het hof van beroep van Luik in de stakingsvordering die Test-Aankoop tegen Dexia had ingesteld<sup>52</sup>.

Zonder uitvoerig op de inhoud van dit arrest in te kunnen gaan, willen we aanstippen dat het hof het beding van eenheid van rekening van Dexia in grote lijnen verenigbaar achtte met de artikelen 31 en 32, 14° van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken. Het in hetzelfde reglement der verrichtingen bedongen compensatiebeding kon bij het hof echter op geen genade rekenen. De kritiek van het hof had hoofdzakelijk betrekking op de bevoegdheid die de bank zich had voorbehouden om *discretionair* – zonder gebonden te zijn door enige objectieve voorwaarde – te bepalen op welke schulden de compensatie betrekking zou hebben. Het hof oordeelde dat het beding om die reden zowel verboden was onder artikel 31 als onder artikel 32, 14° van de wet.

O.i. is de toepassing van artikel 32, 14° op de materie van de conventionele compensatie in ieder geval hoogst betwistbaar. Die bepaling heeft immers slechts tot doel om het “recht” van de consument te vrijwaren om zich te beroepen op de compensatie waarop hij zich krachtens het gemeen recht zou kunnen beroepen<sup>53</sup>, d.i. enkel de wettelijke compensatie. Bovendien kan men moeilijk voorhouden dat de bank via een compensatieclausule de consument verbiedt om “zijn schuld” te compenseren. Via de in de clausule ingelaste keuzebevoegdheid bepaalt de bank enkel welke van “zijn schulden” de consument met de schuldvordering jegens de bank gecompenseerd ziet. In de materie van de compensatie wordt aldus niet ingegrepen. Er wordt enkel afgeweken van de regels van aanvullend recht m.b.t. de toerekening van betalingen<sup>54</sup>.

10. Met de clausule van eenheid van rekening werd tot nogtoe vooral getracht om de problemen rond de toepassing van conventionele compensatiebedingen na samenloop te omzeilen (*cf.* art. 1298 B.W.)<sup>55</sup>. Een belangrijk deel van de rechtspraak stelde zich immers restrictief op door de tegen-

werpelijkheid van die laatste bedingen slechts te aanvaarden mits er tussen beide te compenseren vorderingen – beide ontstaan voor de samenloop – een band van samenhang bestond die niet op kunstmatige wijze gecreëerd mocht zijn<sup>56</sup>. Dit gaf soms aanleiding tot verrassende resultaten<sup>57</sup>. Voor de tegenwerpelijkheid van de clausule van eenheid van rekening aan de samenlopende schuldeisers, gold slechts – zoals dat ook het geval is zonder samenloop – dat de rechtbank moet nagaan of de bedongen eenheid van rekening met de werkelijkheid overeenstemt (zie hoger)<sup>58</sup>.

11. De Wet betreffende de financiële zekerheden<sup>59</sup> betekent ook voor de materie van de conventionele compensatie een ware revolutie<sup>60</sup>: voortaan kunnen clausules van conventionele compensatie – in de wet “*nettingovereenkomsten*” genoemd – in het geval van de opening van een insolventieprocedure, van beslag of van enig ander geval van samenloop aan de schuldeisers worden tegengeworpen<sup>61</sup>.

De voorwaarde dat de te compenseren schuldvorderingen samenhangend moeten zijn, wordt wat de conventionele compensatie betreft, m.a.w. overboord gegooid. Het volstaat m.a.w. dat de schuldvorderingen op het ogenblik van de samenloop bestaan. Al even innoverend is dat de wet artikel 28 tweede lid van de Wet op het Gerechtelijk akkoord, buiten werking plaatst: ontbindende voorwaarden en opzegbedingen die ertoe strekken om de schulden vervroegd opeisbaar te stellen om aldus conventionele schuldvergelijking mogelijk te maken, genieten evenzeer bescherming. Dergelijke “close-out” bedingen mogen voortaan dus gekoppeld worden aan de aanvraag of de toekenning van een gerechtelijk akkoord.

Het beding van eenheid van rekening zal omwille van deze nieuwe wet veel van zijn nut en aantrekkingskracht verliezen. Het compensatiebeding is soepeler, want werkt immers niet automatisch. Indien de hoger vermelde negatieve tendens in de consumentenwetgeving<sup>62</sup> en -rechtspraak t.a.v. het compensatiebeding zich echter voortzet, dan blijft het wellicht wel nuttig voor de bankier om in zijn verhouding met consumenten in een beding van eenheid van rekening te voorzien.

Oliver STEVENS  
Advocaat

52. Luik (12<sup>de</sup> kamer) 26 januari 2007, *onuitg.*, A.R. nr. 2001/146.

53. R. STEENNOT, “Art. 32, 14° W. 14 juli 1991”, in *Artikelsgewijze commentaar handels- en economisch recht*, Antwerpen, Kluwer, (losbl.), 2, nr. 3.

54. Zie art. 1297 *jo.* art. 1256 van het B.W.

55. J.-M. NELISSEN-GRADE, *l.c.*, 1976, 381, nr. 168.

56. Over die (intussen achterhaalde) discussie, zie K. TROCH, “Bankdeposito’s en bankrekeningen in beweging: twee praktische casestudies: conventionele compensatie en filtrageovereenkomsten”, in B. TILLEMANS en B. DU LAING (eds.), *Bankcontracten*, Brugge, die Keure, 2004, 223 e.v.

57. Zie bv. Brussel 15 juni 2001, *J.L.M.B.* 2002, 838 (geen samenhang tussen een krediet-schuld en een tegoed op een effectenrekening).

58. In de praktijk hanteerde de rechtspraak echter vaak dezelfde criteria als voor conventionele compensatie (niet-kunstmatige samenhang).

59. Wet van 15 december 2004 betreffende de financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke zekerheidsovereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten (*B.S.* 1 februari 2005).

60. Zie in het algemeen: A. ZENNER en I. PEETERS, “Faillite et compensation: une révolution copernicienne”, *J.T.* 2005, 333 e.v.

61. Zie art. 14 van de wet.

62. De wet betreffende de financiële zekerheden doet geen afbreuk aan deze wetgeving. Art. 2 van de wet bepaalt immers dat de wet geldt “*onverminderd de wetgeving inzake consumentenbescherming*”.